

Ellen Hanak Freud,
Philippe Petithuguenin, Jacques Richard

Les champs du cacao

Un défi de compétitivité Afrique-Asie



KARTHALA - CIRAD

LES CHAMPS DU CACAO
UN DÉFI DE COMPÉTITIVITÉ AFRIQUE-ASIE

© Éditions KARTHALA et CIRAD, 2000
ISBN (CIRAD) 2-87614-378-X
ISBN (KARTHALA), 2-84586-022-6

**Ellen Hanak Freud,
Philippe Petithuguenin, Jacques Richard**

Les champs du cacao

Un défi de compétitivité Afrique-Asie

**KARTHALA
22-24 boulevard Arago
75013 PARIS**

**CIRAD
TA 283/04 – Av. Agropolis
34398 MONTPELLIER CEDEX 5**

*En souvenir de notre ami disparu,
Kwame Nguessan Coty Pascal*

Avant-propos

Cette recherche a été financée par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) dans le cadre d'une action thématique programmée sur la compétitivité des filières d'exportation, dirigée par Claude Freud.

Pour la réalisation des enquêtes auprès des producteurs, nous avons bénéficié de l'appui de nombreuses personnes que nous voudrions remercier. Au Ghana, les enquêtes ont été menées conjointement avec V.K. Nyanteng, L.O. Gyekye et A.W. Seini, chercheurs de l'Institute of statistical, social and economic research (Isser) de l'Université de Ghana à Legon. En Côte d'Ivoire, Eric Léonard, chercheur de l'Ird (ex-Orstom) travaillant dans le Sud-ouest, et Marc Oswald, responsable d'un projet piscicole dans la région du Centre-ouest, nous ont aidés à choisir les sites d'enquêtes et constituer les équipes d'enquêteurs dans ces deux régions. Pascal Nguessan a coordonné le travail de ces équipes. En Indonésie, nous avons bénéficié de l'appui de François Ruf, chercheur du Cirad, pour la visite de ses terrains de recherche dans les provinces Sud et Sud-est de l'île de Sulawesi, et des renseignements fournis par des propriétaires et gérants de plantations de type agro-industriel.

Dans le domaine de la commercialisation, nous sommes redevables de la grande disponibilité et de la gentillesse des différents acteurs, publics (Caisse de stabilisation en Côte d'Ivoire, Cocobod au Ghana), privés et associatifs. Qu'ils en soient remerciés à leur tour.

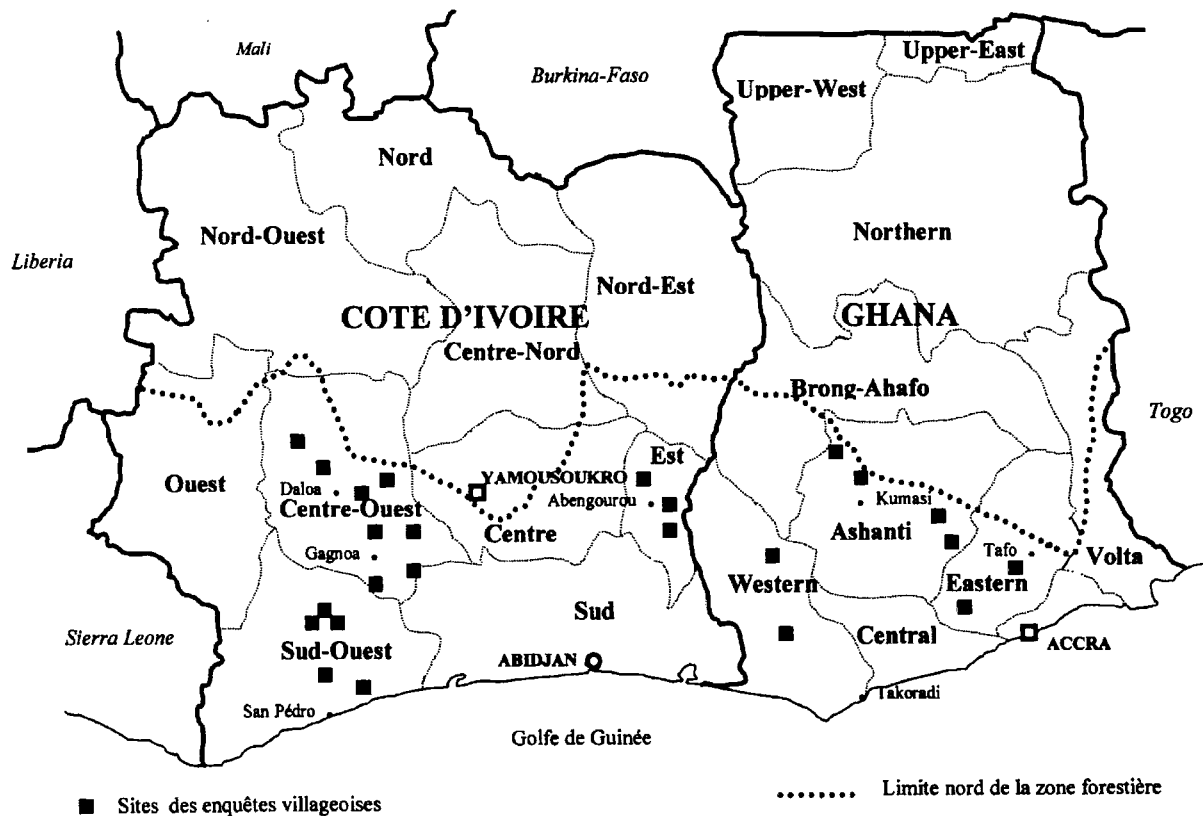
Dans le secteur du transport maritime, nous avons profité d'une collaboration étroite avec l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (Inrets) en la personne de Elisabeth Gouvernal.

Enfin, nous tenons à remercier Claude Freud et Véronique Picard pour avoir bien voulu relire attentivement le manuscrit, et Kathi Littwin pour avoir pris la photo de la couverture. Il s'agit d'un billet de la Banque du Ghana, sur lequel le cacao figure en bonne place, au titre d'une richesse nationale.

Liste des sigles

Acp	Afrique, Caraïbes, Pacifique
Askindo	Association indonésienne du cacao
Caf	Coûts, assurances, fret
Caistab	Caisse de stabilisation et de péréquation des produits agricoles (Côte d'Ivoire)
Cfa	Franc de la Communauté financière africaine
Cirad	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (France)
Cmc	Cocoa marketing company (filiale du Cocobod)
Cnuced	Conseil des nations unies pour le commerce et le développement
Cocobod	Cocoa Marketing Board (Ghana)
Cpb	Cocoa pod borer (foreur des cabosses de cacao)
Crig	Cocoa research institute of Ghana
Crin	Cocoa research institute of Nigeria
Cssv	Cocoa swollen shoot virus
Fao	Food and agricultural organisation (Nations Unies)
Fob	Free on board
Gepex	Groupement professionnel des exportateurs de café et de cacao (Côte d'Ivoire)
Gvc	Groupement à vocation coopérative (Côte d'Ivoire)
Icco	International cocoa organisation (Londres)
Ifcc	Institut français du café et du cacao
Inrets	Institut national de recherche sur le transport et leur sécurité (France)
Ircc	Institut de recherche sur le café et le cacao (France)
Ird	Institut de recherche pour le développement (ex-Orstom) (France)
Isser	Institute of statistical, social and economic research (Ghana)

Kcl	Chlorure de potasse
Npk	Azote, phosphore, potassium
Orstom	Office de la recherche scientifique et technique Outre-mer (France)
Pbc	Produce buying company (filiale du Cocobod)
Saa	Syndicat agricole africain (Côte d'Ivoire)
Satmaci	Société d'état d'assistance technique pour la modernisation de l'agriculture en Côte d'Ivoire
Siamd	Syndicat ivoirien d'acheminement de la main-d'œuvre
Tsp	Triple super phosphate
Usda	United States department of agriculture
Vsd	Vascular streak die-back
Wacri	West African cocoa research institute



Carte 1. Côte d'Ivoire et Ghana.



Carte 2. Indonésie.

Sites des enquêtes en plantations villageoises ■ et en grandes plantations ▲.

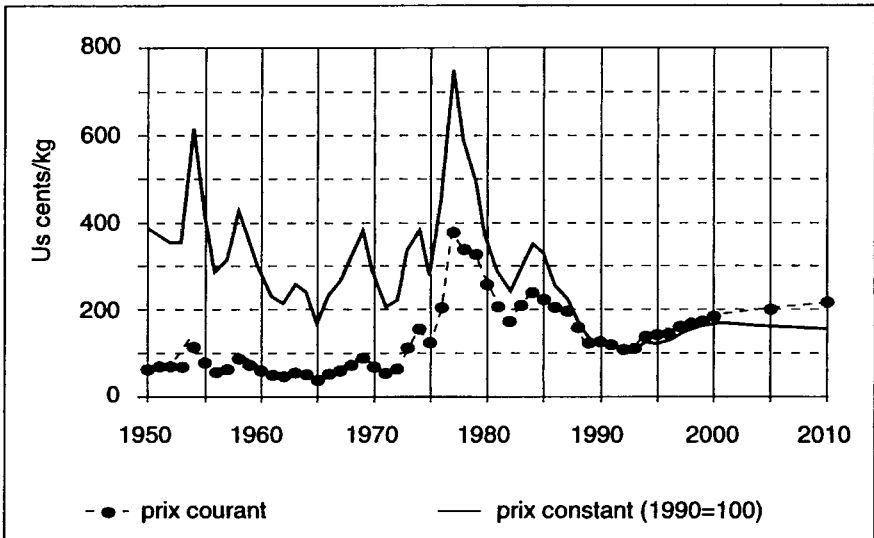
1

Le défi de la compétitivité

Au milieu des années 80, les cours mondiaux de la plupart des produits tropicaux ont entamé une longue chute pour se retrouver, en termes constants, à leur plus bas niveau depuis la Grande Crise des années 30. Cette baisse des recettes à l'exportation a donné lieu à de vifs débats sur les meilleures « recettes » pour rester compétitif. Fallait-il dévaluer la monnaie et libéraliser la commercialisation afin de réduire le poids de l'aval, ou encore maîtriser les marges à travers une gestion étatique de la filière? Était-il possible de continuer à taxer ces produits? Pouvait-on mieux résister à la crise en réalisant des gains de productivité au champs, ou au contraire en favorisant des systèmes à faibles rendements, peu coûteux en intrants? Dans quelle mesure la marge de manœuvre était-elle limitée par les conditions du milieu naturel et par la structure de l'économie? Si le redressement depuis la fin de l'année 1993 a occulté les débats, ces derniers n'en restent pas moins d'actualité pour les pays producteurs qui cherchent à rester compétitifs dans un environnement mondial de plus en plus rude. Pour preuve, on assiste depuis le début de l'année 1999 à une nouvelle plongée des cours.

Le cacao, une des principales denrées tropicales d'exportation, n'a pas échappé à cette crise. Entre 1984 et 1993, son prix a chuté de moitié en monnaie courante et des deux tiers en monnaie réelle (graphique 1). La reprise a été timide, les valeurs réelles restant toujours les plus basses de la période d'après guerre, et les projections de la Banque mondiale ne prévoient pas d'amélioration pour la décennie à venir.

Le marché mondial du cacao est stratégique pour la plupart des pays producteurs car, à la différence de nombreuses autres denrées tropicales,

Graphique 1. Prix mondial du cacao

Source : annexe 1.3.

ce produit est essentiellement exporté, et par là source de devises et de taxes. Il est alimenté majoritairement par des petites exploitations familiales, pour lesquelles c'est la principale source de revenu. Ainsi, toute crise des cours affecte directement des pans entiers du monde rural, et peut compromettre l'équilibre du budget d'un État.

Historiquement, les deux grandes aires de production ont été tout d'abord l'Amérique tropicale, d'où la plante est originaire, et ensuite l'Afrique de l'Ouest, où elle a été introduite à la fin du siècle dernier. Depuis les années 20, quatre pays ouest-africains – le Ghana, le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Cameroun – assurent plus de la moitié des approvisionnements mondiaux (annexe 1.1). En Amérique, les principaux pays cacaoyers sont le Brésil et l'Équateur, qui ont produit jusqu'à un quart de l'offre mondiale. C'est seulement depuis la fin des années 70 que l'Asie du Sud-Est apparaît comme une zone productrice conséquente, avec d'abord la Malaisie, suivie de près par l'Indonésie. En 1990, les deux pays couvraient 15 % de la demande mondiale.

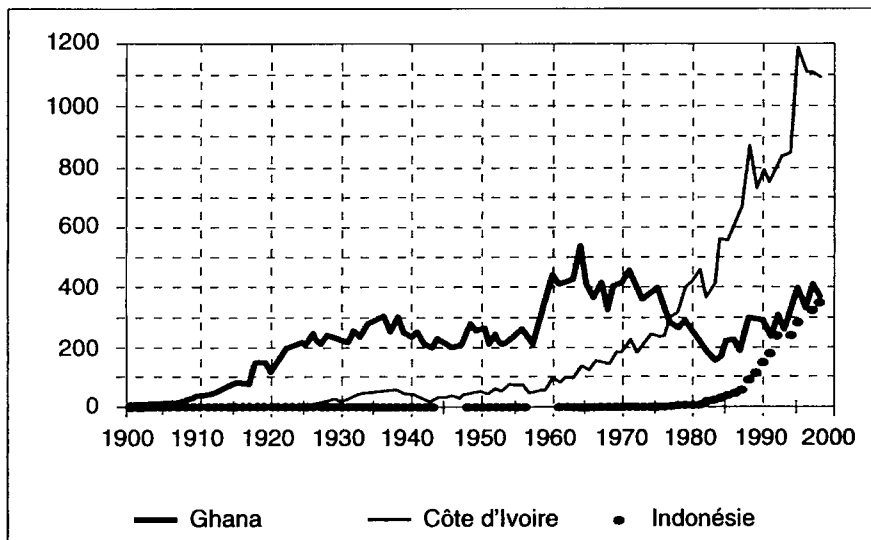
La percée de l'Asie dans le monde du cacao s'insère dans une logique plus générale de conquête de nouveaux marchés de produits tropicaux. À côté de l'exploitation de l'hévéa et du cocotier, plus ancienne, les pays de cette zone se sont accaparé le marché mondial de l'huile de palme, alors qu'ils y étaient à peine présents dans les années 60, au détriment des producteurs africains. Dans le même mouvement, ils mordent de plus en plus sur les parts de marché des pays producteurs de café d'Afrique et

d'Amérique latine. Rappelons que les bases de ce « modèle asiatique » sont l'intensification des cultures et une politique libérale de commercialisation interne et externe.

Le présent ouvrage apporte un éclairage au débat sur la compétitivité des produits tropicaux à travers une comparaison des filières cacao en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est. En Afrique, le regard s'est orienté sur les deux principaux pays producteurs que sont la Côte d'Ivoire et le Ghana, pays voisins qui détiennent respectivement 40 % et 15 % du marché mondial sur la période récente. Le Ghana, longtemps leader mondial, a entamé une chute longue de sa production à partir du milieu des années 60, malgré la bonne tenue des cours sur le marché mondial à l'époque. Parallèlement, la Côte d'Ivoire en a profité pour lui ravir cette place, et accroître irrésistiblement sa production. Au Ghana, des réformes économiques entamées à partir du milieu des années 80 ont mis en place les conditions d'une relance, relance cependant contrariée par la dégradation des cours. Celle-ci provoqua dans le même temps un plafonnement de la production ivoirienne et, de ce fait, des interrogations sur l'avenir de la cacaoculture dans la zone (graphique 2).

En Asie, l'attention s'est portée sur l'Indonésie, où les exploitations familiales sont, comme en Afrique, à l'origine du dynamisme de la cacaoculture, plutôt que sur la Malaisie où la grande plantation agro-industrielle, prépondérante, n'a pas su résister à la crise de la fin des

Graphique 2. Production de cacao 1900 à 1998
('000 tonnes)



Source : annexe I.1.

années 80. Le fait que la chute des cours n'ait cependant pas freiné l'essor indonésien a conduit certains observateurs à se demander si ce pays n'allait pas prendre la place des premiers producteurs africains dans un avenir proche¹.

Les bases de la comparaison sont riches : l'Indonésie et le Ghana pratiquent des systèmes de change flexibles, alors que la Côte d'Ivoire est membre de la zone franc; en Indonésie, la commercialisation est libre d'intervention étatique, ce qui n'est pas le cas en Côte d'Ivoire et encore moins au Ghana. Les pays ouest-africains comptent sur le cacao comme importante source de fiscalité, alors que l'État indonésien finance son budget sur d'autres activités. Les planteurs indonésiens, déjà adeptes de l'utilisation d'intrants pour la riziculture, ont adopté des méthodes de cacaoculture à hauts rendements, tandis qu'en Afrique de l'Ouest, les systèmes demeurent extensifs. En Indonésie, les forêts tropicales – support le plus adapté à l'établissement des vergers – sont abondantes, alors qu'elles sont en voie de disparition en Afrique de l'Ouest, où les plantations sont par ailleurs plus anciennes.

Les multiples visages de la compétitivité

A tout défi répondent des performances, mais comment les apprécier? La compétitivité peut en effet s'évaluer selon divers points de vue².

L'indicateur le plus souvent signalé, celui de la capacité à garder ou à accroître ses parts de marché, est insatisfaisant. D'abord, s'il est évident qu'un pays qui a cette capacité fait preuve de dynamisme, cela ne veut pas dire pour autant qu'il en tire un réel intérêt. En effet, si ce gain est obtenu au prix de subventions, le calcul global est changé et on ne sait plus si la spéculation dégage véritablement un profit. Par exemple, certaines agricultures des pays occidentaux ne survivent que grâce à ces aides. Comme on le verra, pour certains des pays étudiés, les subventions aux

1. F. Ruf, « La Côte d'Ivoire va-t-elle céder la place de premier producteur mondial de cacao à l'Indonésie? », *Café Cacao Thé*, vol. XXXVII, n° 3, juil-sept 1993, pp. 227-249.

2. La multitude de critères est le signe qu'il n'existe pas de définition exacte de la compétitivité dans la théorie économique, à la différence des notions d'avantages absolus (Adam Smith) et comparatifs (David Ricardo), selon lesquelles les parts de marché se déterminent par les coûts de production. Le lecteur pourra se reporter, entre autres, à J. Coussy, « La réforme des politiques agricoles et les recherches quantitatives sur les avantages comparatifs », in M. Benoit-Cattin, M. Griffon, P. Guillaumont (éd), *Économie des politiques agricoles dans les pays en développement*, Paris, Revue française d'économie, Tome 1, 1994, pp. 131-154; Groupe de Lisbonne, *Limites à la compétitivité : pour un nouveau contrat mondial*, Paris, La Découverte, 1995; M. Porter, *The competitive advantage of nations*, Londres, MacMillan Press, 1990.

intrants jouent un rôle non négligeable. Ensuite, un pays peut avoir des raisons à vouloir ou devoir limiter sa production même s'il en tire un bénéfice : par exemple par une volonté de diversification, ou du fait de limitations spatiales.

Un autre indicateur utilisé est celui du prix de vente du produit, selon le principe que celui qui peut vendre moins cher est plus performant. Ce concept est souvent invoqué dans le secteur industriel, mais il est moins pertinent pour les matières premières, où les écarts de prix entre pays reflètent en général des écarts de qualité autour d'un prix mondial subi. En dehors des cas d'exportations subventionnées, les producteurs sur ces marchés essaient de vendre au mieux, plutôt que de brader. La tendance baissière du marché cacaoyer est bien le signe qu'ils ont perdu, dans leur ensemble, une part de leur pouvoir de négociation avec les pays consommateurs.

Plus difficile à apprécier mais plus pertinent, est l'indicateur des coûts de production. Pour un prix mondial donné, ce coût détermine les profits engrangés par les différents intervenants de la filière : producteurs, commerçants, transporteurs, transformateurs, exportateurs, État. Ces bénéfices, ainsi que les salaires distribués, constituent la valeur ajoutée qu'apporte la cacaoculture aux économies nationales. Avec cet indicateur, le palmarès de la compétitivité va à celui qui produit au plus faible coût.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là, car il est essentiel de savoir aussi comment se répartissent les bénéfices, c'est-à-dire au profit de qui ? Il peut y avoir un large fossé entre deux pays à coûts de production équivalents, si les planteurs sont lourdement taxés d'un côté et pas du tout de l'autre. Les deux pays sont « compétitifs », mais les possibilités d'accumuler une richesse dans le monde rural sont réduites dans un cas, importantes dans l'autre. Si la taxation peut être un instrument pour le développement, elle a aussi ses propres limites quand elle se fait au détriment d'initiatives que peuvent prendre les paysans. Elle peut même menacer la viabilité de leurs cultures à moyen et long terme.

A la différence d'une culture annuelle, dont la production peut rapidement s'effondrer si les producteurs n'y trouvent pas leur compte, une plante pérenne comme le cacao peut « survivre » à des conjonctures défavorables durant lesquelles les producteurs se contentent de couvrir leurs frais variables. Par contre une dynamique saine d'entretien, de renouvellement, voire d'extension du verger, requiert une rémunération qui couvre aussi les frais d'investissement. La capacité à favoriser ce processus est également un bon indicateur de la compétitivité ; elle peut s'apprécier à la fois par une analyse de la rentabilité de la production y compris les coûts d'investissement, mais aussi par un regard direct sur l'évolution des pratiques des planteurs.

Enfin, rester compétitif dans le monde d'aujourd'hui, c'est aussi être réceptif aux innovations permettant des gains de productivité à tous les

stades de la filière. L'évaluation de ce caractère se prête moins à une quantification que les facteurs précédents, car il s'agit d'une appréciation, le plus souvent qualitative, de la souplesse d'adaptation des institutions et des acteurs sociaux de la filière à un environnement mouvant.

L'analyse proposée

Il est proposé de recourir à l'ensemble de ces indicateurs pour répondre à la question suivante : comment rester « compétitif » tout en favorisant le développement ? L'analyse se focalisera sur la période 1993 à 1996, période pendant laquelle sont intervenues à la fois une amélioration des cours, une libéralisation partielle de la commercialisation au Ghana et une dévaluation de la monnaie en Côte d'Ivoire.

Tout d'abord sera présenté un rappel historique du développement de la culture dans les pays concernés, en mettant l'accent sur les politiques agricoles successives et leurs contextes institutionnels. C'est en partie le poids de cette histoire qui détermine les marges de manœuvre actuelles des pays producteurs. Ensuite sera abordé l'autre élément qui conditionne l'avenir de la culture, le milieu naturel – climat, sol, végétation et pression phytosanitaire – facteur qui peut privilégier certains pays par rapport à d'autres.

Ces préalables posés, nous passerons à l'analyse des filières actuelles, depuis le marché mondial, jusqu'aux producteurs. Un chapitre sur la mise en marché décrira les différents systèmes de commercialisation et présentera leurs coûts de fonctionnement. La période traitée permettra de mesurer les effets des politiques monétaires et fiscales et de la libéralisation sur la fixation des prix aux producteurs.

Ensuite, en amont de la commercialisation, deux chapitres présenteront respectivement les systèmes de cacaoculture présents en Afrique de l'Ouest et en Indonésie. Qui sont les planteurs d'aujourd'hui et comment ont-ils réagi à la crise ? Comment mènent-ils leurs exploitations, quels sont leurs contraintes et leurs résultats, et quelles innovations mettent-ils en œuvre ? Un troisième chapitre comparera les différents systèmes de cacaoculture du point de vue de leur performance agronomique : rendements, productivité de la main-d'œuvre et des intrants, besoins de ressources en phase d'installation. Il apportera une première réponse à deux questions clés pour l'avenir de la cacaoculture dans nos pays : gains réalisables grâce à l'intensification, et limites imposées par la raréfaction de la ressource forestière en Afrique de l'Ouest.

Un quatrième chapitre traduira ces problèmes en termes économiques : coûts de production, bénéfices à la journée de travail et à l'hectare, temps de récupération de l'investissement dans les différents systèmes. Ceci